Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec

RAPPORT ANNUEL
2011-2012

LA FORCE DE CHACUN, LA PUISSANCE DE L'ÉQUIPE!

11 OCTOBRE 2012

TABLE DES MATIÈRES

Mot du porte-parole p.3

SUR LE PLAN DE LA VIE ASSOCIATIVE

Conseil d'administration et comités de travail p.4-5

Instruments de vie collective

→ **Démarche Qualité** p.6
→ **Ressourcement et formation** p.6
→ **Recherche et développement** p.7

SUR LE PLAN DU POSITIONNEMENT

Positionnement stratégique

→ **Développer des alliances stratégiques** p.8
[COCDMO ET CASC]

→ **Faire connaître et valoir qui nous sommes** p.9
[Nouveau membre, relations avec EQ, prises de positions et communications]

→ **Devenir un organisme de référence** p.11
[Mémoire au Conseil supérieur de l'éducation]

Grands dossiers

→ **Jeunes en action AVIS #2** p.11

SUR LE PLAN DES RÉALISATIONS

Protection des renseignements personnels

→ **Jeu-questionnaire TOP SECRET** p.13
→ **Plan d'action du comité PRP** p.14

Éducation financière p.15

Volet International p.15

Coordonnées des membres p.17

MOT DU PORTE-PAROLE

Chers collègues,

Il me fait grand plaisir de vous présenter le bilan des activités 2011-2012 du Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec. Nous avons encore vécus une année prolifique, à l'image même du dynamisme de nos membres.

Un des faits les plus marquants est certainement l'adhésion d'un douzième membre à notre organisme. Le Collectif est très fier d'accueillir le Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord, car nous partageons les mêmes valeurs, tant du point de vue de la gestion que des services aux jeunes.

L'an passé, j'avais émis le souhait que le Collectif assume un plus grand rôle dans la défense des droits des jeunes en matière d'emploi. Nous avons posé quatre gestes significatifs à cet égard au cours de l'année :

- adhérer à la Coalition pour l'accès aux services des CLE [CASC], qui fait un travail extraordinaire pour faire respecter les droits des personnes qui reçoivent de l'aide de dernier recours et pour humaniser les services du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Solidarité sociale;
- préparer un deuxième Avis sur la mesure Jeunes en action, en donnant la parole aux personnes les plus proches du terrain, soit les jeunes adultes eux-mêmes et les intervenants des CJE qui travaillent directement auprès d'eux;
- participer à la campagne de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) en se prononçant contre la hausse des frais de scolarité;
- présenter un mémoire au Conseil supérieur de l'éducation, afin de partager nos préoccupations à l'égard de la formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans.

Parmi les autres bons coups de l'année, il faut souligner le lancement officiel du jeu-questionnaire TOP SECRET, qui a eu lieu le 27 mars 2012. Après deux ans de travail, nous avons un produit de qualité à offrir aux intervenants jeunesse qui s'intéressent à la protection des renseignements personnels. On peut d'ailleurs déjà annoncer que, grâce au soutien de 100 000$ accordé par l'Autorité des marchés financiers, nous pourrons produire 150 copies additionnelles, dont 25 en anglais, avec en plus, une formation sur les notions contenues dans le jeu.

Un mot aussi sur l'École de l'argent, qui chemine doucement de l'état de projet à celui de programme. Je profite de l'occasion pour remercier le CJEO de sa ténacité. Non seulement, ils font avancer ce dossier auprès du Mouvement Desjardins, mais ils ont obtenu un budget de l'Autorité des marchés financiers pour nous aider à préparer la transition vers ce nouveau programme.

Pour ce qui est de la vie associative, on peut noter deux éléments particuliers : l'adoption d'une nouvelle image corporative, fruit du travail du Comité de recrutement et communications et l'amorce d'une réflexion sur la «Démarche Qualité», démarche qui permet d'intégrer le souci de l'amélioration continue au sein de nos organisations.

En conclusion, le Collectif est devenu membre du Collectif international des CJE sans frontières qui a officiellement vu le jour lors de la 4e rencontre internationale des Centros de Jóvenes y Empléo (CJE) à La Paz, en Bolivie. C'est un moment vraiment excitant du développement des CJE dans le monde et nous sommes fiers d'y être associés de près.

Pierre Gingras, président et porte-parole officiel

SUR LE PLAN DE LA VIE ASSOCIATIVE

Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec est un regroupement de douze carrefours jeunesse-emploi implantés à travers le Québec, qui partagent des valeurs et des intérêts communs.

Sa mission est de créer un espace dynamique de réflexion et d'action pour concevoir et promouvoir des pratiques originales au service des jeunes adultes de 16 à 35 ans. En s'appuyant sur des façons de faire et des valeurs solides, les membres du Collectif ont le désir d'inspirer les organisations d'ici et d'ailleurs pour développer le plein potentiel des jeunes.

Conseil d'administration

Porte-parole Pierre Gingras	CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
Trésorière Sylvie Landriault	CJE Pontiac
Secrétaire Rachelle Després	CJE de la MRC de L'Islet
Administratrice Marie-Josée Bolduc	CJE Beauce-Nord
Administratrice Martine Morissette	CJE de l'Outaouais

Autres représentants

Marie-Josée Dubois	CJE Rosemont/Petite-Patrie
Andrée Lafrenière	CJE Centre-Nord
Ronald Ménard	CJE Avignon-Bonaventure
Danik O'Connor	CJE MRC de la Côte-de-Gaspé
Yves Picard	CJE de l'Ouest-de-l'Île
Michel Rioux	CJE Haute-Gaspésie
Nathalie Viel	CJE Marquette

→ *Vous trouverez les coordonnées des membres du collectif à la page 17.*

Réunions des membres

→ **Téléconférences**

9 juin 2011, 24 octobre 2011, 28 novembre 2011, 16 janvier 2012, 27 février 2012, 26 mars 2012

→ **Rencontres**

27 et 28 avril 2011, 26 et 27 septembre 2011, 27 septembre 2011 (AGA)

Comités de travail et dossiers

→ **Comité de rédaction de l'AVIS Jeunes en action 2012**

- Martine Morissette, Pierre Gingras, Nathalie Viel

→ **Comité de rédaction du mémoire au Conseil supérieur de l'Éducation**

- Pierre Gingras, Yves Picard

→ **Comité recrutement et communications**

- Pierre Gingras, Rachelle Després, Danik O'Connor

→ **Comité d'évaluation des services**

- Sylvie Landriault, Michel Rioux

→ **Comité TOP SECRET**

- Yves Picard et les membres du comité PRP

→ **Comité Protection des renseignements personnels [PRP]**

- Frédérique de Georgis (CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville)
- Pierre Bélanger (CJE de l'Ouest-de-l'Ile)
- Sophie Duquette (CJE Beauce-Nord) en congé de maternité
- Line Génadry (CJE Rosemont/Petite-Patrie)
- Marjorie Lamarre (CJE de la MRC de L'Islet)
- Sophie Miron (CJE de l'Outaouais) remplacée par Stéfanie Jussaume

→ **Éducation financière**

- Marie-Josée Bolduc, Martine Morissette, Michel Rioux

→ **Volet International**

- Ronald Ménard

→ **Projet d'affaires**

- Yves Picard et Michel Rioux

Instruments de vie collective

→ **Démarche Qualité**

Dans un souci de se doter des meilleures pratiques de gestion, les membres ont décidé d'entamer une réflexion sur la bonne gouvernance, réflexion qui pourrait mener à la mise en place d'une démarche collective d'amélioration continue.

Afin de nourrir la réflexion, il a été décidé d'explorer la démarche proposée par le Mouvement québécois de la qualité telle qu'expérimentée par le CJEO, démarche qui lui a valu la Mention 2008 du Grand Prix québécois de la Qualité.

En résumé, la «Démarche qualité» est un puissant outil de mobilisation et d'amélioration qui vise la satisfaction du client au moindre coût, l'engagement du personnel, l'amélioration continue de la performance et la mobilisation des partenaires.

Une première session de sensibilisation a eu lieu à la rencontre du 3 mai 2012. Un comité a été créé afin de suggérer un processus adapté à notre réalité.

→ **Ressourcement et formation**

80 participants au Symposium 2011

Le deuxième symposium du Collectif s'est tenu les 28 et 29 avril 2011 à la Station Touristique Duchesnay, près de Québec, sur le thème suivant : **«Renforçons nos liens et nos connaissances».** En plus d'être une occasion de ressourcement et de rencontres, cet événement biannuel a permis aux membres du Collectif de se réunir pour mettre en commun leurs compétences et leurs expériences. Les participants ont beaucoup apprécié la rencontre : *«Colloque dense et enrichissant!»* ont-ils dit.Les conférences de M. Raymond Arpin et de Mme Anne Chartier ont particulièrement été appréciées.

Le programme présentait des activités variées, où chacun a pu trouver son compte!

- Conférence sur l'Entrevue motivationnelle avec Raymond Arpin du Groupe Improcible;
- Cabaret des bons coups, pour mettre en valeur les succès de chacun des CJE;
- Divers ateliers pratiques
  - ✓ Nouvelles tendances en recrutement et candidat 2.0 avec Jean-Baptiste Audrerie, M.Ps, M.B.A., Société Pierre Boucher;
  - ✓ Bilan des compétences avec Antoine Roy, conseiller d'orientation au Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO);
  - ✓ Étude de cas avec Pierre Bélanger, conseiller d'orientation au Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest-de-l'Île (CJEOI);

- ✓ Plan de cheminement vers l'autonomie (PCA) avec Amélie Morin, conseillère à l'ACJQ et coordonnatrice provinciale du PCA et du PQJ (Programme qualification des jeunes), suivi de deux témoignages : Caroline Marinoff – CJEO et François Poulin – CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville.

- Présentation de la Table des partenaires 16/24 des territoires de Lachine, LaSalle et de l'Ouest de l'île avec Yves Picard, directeur général, et Nathalie Viel, directrice adjointe du CJEOI;
- Conférence d'Anne Chartier de l'Université Laval sur les enjeux éthiques associés à l'utilisation des réseaux sociaux;
- Causerie sur le déploiement des CJE dans le monde avec Martine Morissette du CJEO et Ronald Ménard du CJE Avignon Bonaventure.

Merci à nos partenaires financiers qui nous ont donné un sérieux coup de pouce :

L'Autorité des marchés financiers, le Groupe Délégation et
Le Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation

→ **Recherche et développement**

Une session de créativité a été organisée en septembre 2011 dans le but de trouver un nouveau projet collectif emballant, qui génèrerait des profits tout en s'appuyant sur nos forces!

Projet envisagé

Commerce électronique de distribution de produits et services

Objectif :

Mettre en marché les outils d'intervention et l'expertise de nos membres par le biais du web.

La prochaine étape consiste à développer un plan d'affaires pour évaluer la faisabilité du projet.

SUR LE PLAN DU POSITIONNEMENT

Positionnement stratégique

Sur le plan du positionnement, le Collectif aspire à quatre choses, soit

- Augmenter sa visibilité et son rayonnement
- Exercer une influence idéologique
- Accroître son expertise
- Défendre ses intérêts et ses valeurs

Pour y arriver, il s'est fixé les objectifs suivants :

→ **Développer des alliances stratégiques**

Compte-tenu des enjeux actuels et du contexte organisationnel, le Collectif trouve important de renforcer ses alliances avec le milieu. Évidemment, la taille de notre organisme oblige à faire des choix très ciblés. Les deux alliés choisis sont la Coalition des organismes communautaires de développement de l'employabilité, pour son importance au niveau de l'emploi, et la Coalition pour l'accès aux services des CLE [CASC], comme organisme de défense des droits.

En début d'année 2011, nous avions entamé une démarche de rapprochement avec le Réseau des carrefours-jeunesse emploi du Québec (RCJEQ), où il avait été convenu de se rencontrer sur une base régulière afin d'échanger sur nos enjeux communs. Malgré une première rencontre positive, le conseil d'administration du RCJEQ a décidé de ne pas retenir cette avenue dans sa planification stratégique, ce qui fait que nos demandes de rencontre sont restées lettre morte.

La Coalition des organismes communautaires de développement de l'employabilité (COCDMO)

Représentant : Pierre Gingras

Pierre Gingras a participé à l'assemblée générale annuelle et à l'exercice de planification stratégique. Il a aussi assisté à la consultation sur la place de l'emploi dans la lutte à la pauvreté qui s'est tenu le 6 mai 2011 à Montréal.

En collaboration avec la COCDMO, cette consultation a été organisée par le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le but de soumettre un avis à la ministre responsable de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La Coalition pour l'accès aux services des CLE [CASC]

Représentante : Andrée Lafrenière

Le Collectif a adhéré à la CASC, car plusieurs des positions qu'elle défend rejoignent les préoccupations de nos membres en matière d'accès des jeunes aux services de CLE. Des liens sont certainement à faire avec la mesure Jeunes en action.

Mandat de la CASC : Le respect des droits des personnes qui reçoivent de l'aide de dernier recours, qu'elles aient ou non des contraintes à l'emploi. L'amélioration des communications aux prestataires et l'humanisation des services du MESS.

→ **Faire connaître et valoir qui nous sommes**

*Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi se prononce contre la hausse des frais de scolarité, telle que préconisée par le gouvernement du libéral du Québec (*28 novembre 2011)

Recrutement de nouveaux membres

En début d'année, le Collectif regroupait onze CJE dans quatre régions du Québec. Ce petit nombre de membres donne peu de poids à notre organisation quand il est question de faire entendre notre voix. Une des pistes identifiées pour transformer cet état de fait est de recruter de nouveaux membres qui partagent notre philosophie et nos valeurs. Dans ce but, une pochette corporative a été élaborée afin de faire la promotion de nos atouts et de nos réalisations. Nous sommes donc très fiers d'accueillir le Carrefour-jeunesse emploi Centre-Nord de Montréal comme douzième membre.

Relations avec Emploi-Québec

Toujours dans le but de faire entendre notre voix, nous avons fait des demandes répétées, tant au palier politique qu'administratif, afin d'obtenir un canal de communication officiel avec Emploi-Québec.

Comme il était impossible d'établir des liens avec le Réseau, nous avons finalement obtenu une rencontre avec Emploi-Québec en mars 2012. Cette rencontre nous a permis d'aborder certains des sujets qui nous préoccupent et d'amorcer une relation de confiance et d'ouverture avec la nouvelle Directrice des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, Mme Lucie Guillemette. Il a été convenu de continuer à se rencontrer annuellement pour échanger de l'information et partager des préoccupations, sans toutefois donner un caractère officiel à cette rencontre.

Entre autres sujets, nous lui avons fait part de la difficulté de nos membres à recevoir des services dans certains dossiers pour lesquels le Réseau est mandataire dans le cadre des ententes qu'il signe avec le Secrétariat à la jeunesse et Emploi-Québec. On pense à IDÉO 16-17, au Défi de l'entrepreneuriat jeunesse, à la mesure Jeunes en action, à l'entente triennale des CJE.

Au cours de l'année, le Collectif avait soumis un sondage à ses membres afin de recenser les problèmes rencontrés et obtenir l'opinion des intervenants sur le terrain. Avec ces informations en main, des lettres ont été transmises aux instances concernées, en mai et en novembre, pour demander des éclaircissements concernant les obligations du RCJEQ face aux CJE non-coalisés (non-membres du Réseau).

Prises de positions

Le Collectif trouve essentiel de se prononcer sur des causes qui lui tiennent à cœur. Cette année nous avons eu une occasion de le faire.

Hausse des frais de scolarité

Le Collectif a fait parvenir sa position au mouvement étudiant à l'automne 2011. Cette position s'appuyait sur les sept arguments suivants :

> L'État québécois annonce une hausse des frais de scolarité, et que cette hausse aura un impact majeur sur l'appauvrissement des étudiants et davantage sur ceux des régions rurales;

> Le pouvoir d'achat des étudiants et de l'ensemble de la population québécoise s'effrite d'année en année;
> Nous croyons que l'État ne doit pas se désengager. Bien au contraire, il doit continuer à investir dans l'Éducation, autant dans les universités qu'en amont, et ce dès le primaire;
> Malgré les difficultés budgétaires du Québec nous considérons que bien d'autres alternatives fiscales sont à considérer avant d'effectuer une hausse des frais de scolarité, dont l'élimination des abris fiscaux;
> En s'appuyant sur nos valeurs, nous tendons à accorder plus de crédibilité aux arguments qui prônent une approche collective et citoyenne, et où les universités ne seront pas instrumentalisées au profit des mieux nantis et des entreprises privées;
> Nous adhérons à la position de l'IRIS qui croit que le système universitaire québécois souffre davantage d'un mal-financement que d'un sous-financement, c'est-à-dire une mauvaise répartition des ressources entre les domaines lucratifs de la recherche et les domaines moins lucratifs que sont l'enseignement et la recherche fondamentale;
> Le gouvernement, les recteurs universitaires et les étudiants doivent agir en gestionnaires responsables de la saine gestion des fonds publics.

Communications

Pour atteindre l'objectif fixé, le Collectif utilise évidemment tous les moyens de communications modernes pour rejoindre ses partenaires communautaires et institutionnels.

Pochette corporative

Comme il est mentionné plus haut, une première pochette corporative a été créée afin de présenter notre organisme dans toutes ses facettes. Cette production a été l'occasion de renouveler l'identité visuelle du Collectif par l'adoption d'un nouveau logo et d'une nouvelle charte graphique, plus colorée et dynamique.

Feu Vert

Trois numéros de notre Bulletin électronique ont été publiés en cours d'année.

> Bulletin #10 automne 2011 : Une vie collective emballante et inspirante!
  - Bilan 2010-2011 et Symposium 2011
  - Le Journal Inter-Cambio Nord Sud – Coopérer autrement
  - Le Regroupement Lachine
> Bulletin #11 printemps 2012 : FEU ROUGE / deuxième avis Jeunes en action
> Bulletin #12 printemps 2012 : Mars, le mois de la prévention de la fraude au Canada
  - Lancement du jeu Top Secret
  - La protection des renseignements personnels au Collectif
  - Nouvelles de l'Autorité des marchés financiers (AMF)
  - Articles, Quiz, liens utiles

De plus, nous avons aussi mis notre liste de courriel à jour, en y faisant des ajouts substantiels. Cette liste comprend actuellement près de 500 adresses.

Site web

Grâce à l'accessibilité des nouvelles technologies, notre spécialiste web nous a proposé de réaliser un nouveau site sur la plateforme Wordpress. En plus de nous donner une grande souplesse d'ajustement des contenus, elle nous permettra de créer des groupes d'échange à l'interne, de partager des documents et même de faire des sondages en ligne. Le nouveau site devrait être prêt en août 2012.

→ **Devenir un organisme de référence**

Depuis plus de 25 ans, les membres du Collectif développent une expertise sérieuse sur plusieurs des enjeux qui concernent les jeunes et l'emploi. C'est dans cette optique que nous avons décidé de déposer un mémoire au Conseil supérieur de l'éducation.

Avis au Conseil supérieur de l'éducation dans le cadre de la consultation du Comité du rapport sur l'état et les besoins de l'éducation.

Par ce mémoire, le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec désirait partager ses préoccupations à l'égard de la formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans. En tant que praticiens, nous observons chaque jour les conséquences de la non-qualification, ainsi que les obstacles que rencontrent les jeunes à l'aube de la vingtaine.

Il est clair que l'éducation, la formation et l'acquisition de connaissances sont des clés essentielles pour former des citoyens engagés et pour décrocher des emplois durables et de qualité. Il est clair aussi que ce type d'emploi est l'un des principaux facteurs d'une véritable insertion sociale et économique. Voilà les deux constats qui ont guidé l'analyse que nous avons étayée dans ce mémoire.

Grands dossiers

→ **Mesure Jeunes en action**

En 2009, le Collectif a produit un premier Avis afin de documenter l'impact du nouveau cadre administratif et financier sur la qualité de l'intervention et l'universalité de la mesure. Sa conclusion est toujours d'actualité.

> *Le profil des jeunes adultes visés par la mesure Jeunes en action commande une expertise et des conditions d'intervention cohérentes avec les ambitions de la mesure. Pour ce faire, chaque CJE doit pouvoir compter sur des conditions administratives et financières acceptables et chaque mesure doit respecter l'autonomie de gestion des CJE et leur professionnalisme dans la réalisation de leur mission et de leur plan d'action local.*

En 2011, lors des négociations du RCJEQ pour le renouvellement de la mesure, Emploi-Québec avait promis de former un comité de travail pour en réévaluer certains aspects. À cette occasion, le Collectif avait demandé que ce groupe de travail inclue tous les représentants des organismes qui gèrent la mesure Jeunes en action.

Plusieurs lettres ont été envoyées au ministre Hamad, puis à la ministre Boulet pour réclamer une participation aux travaux de révision de la mesure Jeunes en action. Nous alléguions que

cela serait profitable pour enrichir la réflexion et trouver des solutions rassembleuses. Malheureusement, nos demandes n'ont pas été entendues.

Nous avons donc décidé de produire un deuxième Avis, en février 2012, où nous réaffirmions l'importance de la mesure *Jeunes en action*, comme mesure importante d'accompagnement structuré pour les jeunes adultes en difficulté du Québec.

Dans ce deuxième avis, le Collectif donnait aussi la parole aux personnes les plus proches du terrain, soit les jeunes adultes eux-mêmes et les intervenants des CJE, qui travaillent directement avec la clientèle visée. Vous pouvez lire ces deux Avis au http://www.cacjeq.ca/enjeux/politique-programmes-et-mesures/avis-jeunes-en-action/

Le document a été acheminé à Emploi-Québec, au Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec, à l'ensemble des CJE du Québec, à la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, à la Commission des partenaires du marché du travail, aux 125 députés de l'Assemblée nationale ainsi qu'au Premier ministre Jean Charest, responsable des dossiers Jeunesse.

Protection des renseignements personnels

→ **Jeu-questionnaire TOP SECRET**

En 2010, le Collectif recevait une aide financière du Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance de l'Autorité des marchés financiers pour concevoir un outil pédagogique sur la protection des renseignements personnels. Le jeu-questionnaire TOP SECRET a donc été développé au cours des deux dernières années pour sensibiliser les jeunes à l'importance de la protection de leur vie privée et aux risques encourus lors de la divulgation de leurs renseignements personnels. Il s'agissait s'une suite logique à la campagne de sensibilisation à la protection des renseignements personnels réalisée en 2008.

Le projet a été réalisé par un comité interne d'intervenants composé de 8 membres, le Comité de la protection des renseignements personnels (PRP), sous la direction de la secrétaire générale du Collectif. Ce jeu a été conçu pour les jeunes adultes âgés entre 12 et 35 ans qui bénéficient des services des carrefours jeunesse-emploi membres du Collectif ou des services de nos partenaires. Les intervenants jeunesse pourront l'utiliser pour animer des sessions de sensibilisation, dans le cadre de leurs services courants ou d'activités particulières.

<u>Principales étapes de réalisation</u>

Phase I

Printemps 2010

- mise en place du comité PRP
- réalisation du plan de développement de l'outil pédagogique

Automne 2010

- élaboration des règlements du jeu et des questions
- rédaction des fiches-réponses et du guide d'animation
- conception du premier prototype
- premier exercice de validation

Printemps 2011

- révision des contenus et choix du nom TOP SECRET!
- deuxième exercice de validation. Au total, nous aurons testé le jeu auprès de 3 groupes de jeunes JEA [25] et de 3 groupes d'intervenants [23], à Montréal et en Outaouais
- recherche du matériel d'animation, prototype du DÉ
- dévoilement du jeu lors du Symposium bisannuel du Collectif en mai 2011

Automne 2011

- rédaction de l'aide-mémoire, du lexique et de la liste de références
- révision finale de tous les éléments de contenu
- conception de la boîte et production des 25 exemplaires du jeu

Mars 2012

- Lancement officiel dans le cadre du Mois de la fraude
- Dépôt d'une deuxième demande à l'AMF pour élargir la portée de notre outil pédagogique et rejoindre le plus grand nombre de jeunes possible.

Phase II

Objectifs

A. Produire et distribuer 150 nouveaux exemplaires du jeu TOP SECRET, dont 25 copies en anglais.

B. Offrir de la formation en ligne aux intervenants jeunesse pour leur permettre d'approfondir les notions contenues dans le jeu; aborder des sujets concernant l'éducation financière afin de susciter l'intérêt pour des programmes tels que L'École de l'argent; avoir accès à une boîte à outils pour découvrir les ressources disponibles.

→ **Plan d'action collectif**

Pendant ce temps, les membres du comité PRP ont développé un nouveau plan d'action pour mobiliser les troupes et recentrer les énergies autour de la protection des renseignements personnels. Le dernier plan d'action datait de 2010. Le nouveau plan sera mis en œuvre durant la prochaine année.

1. Sensibilisation de nos membres

- Renforcer l'intérêt et l'engagement des membres pour la protection des renseignements personnels
- Inciter nos membres à mettre en application des pratiques exemplaires
  - > Proposer des outils de référence et soutenir les personnes responsables dans chaque organisation
- Mettre nos connaissances à jour
  - > Recenser les besoins de formations et les personnes-ressources
- Informer l'ensemble des travailleurs de nos CJE sur les droits et responsabilités des citoyens, organismes publics et privés en matière de PRP.
  - > Diffuser une information simple et accessible dans l'ensemble des CJE du Collectif

2. Sensibilisation des jeunes

- Intégrer l'éducation citoyenne dans les pratiques courantes d'intervention des CJE membres
- Outiller les travailleurs des CJE afin de les habiliter à informer et conseiller les jeunes
  - > Inciter nos membres à intégrer le jeu TOP SECRET et les Fiches PRP dans leurs activités avec les jeunes
  - > Mettre en commun les ateliers développés par nos membres et partenaires

3. Sensibilisation des partenaires

- Continuer de sensibiliser les organismes et entreprises partenaires des CJE à l'importance de la protection des renseignements personnels chez les jeunes.
  - > Diffuser une information simple et accessible

Éducation financière

→ **L'École de l'argent**

Après des mois de pourparlers avec Desjardins, le 31 mars 2012, l'Assemblé des membres du Mouvement Desjardins a adopté les grandes lignes de son volet Jeunesse d'Éducation financière.

Effectivement, l'éducation financière des jeunes dans le milieu scolaire et communautaire pour les 16-35 ans fera désormais partie du programme COOPMOI de Desjardins. Il sera en grande partie inspiré de l'École de l'argent développé au CJEO.

Éléments clés :

- Le projet de l'École de l'argent va être revisité pour devenir le produit d'Éducation financière Jeunesse de Desjardins;
- Desjardins a développé un partenariat avec les ACEF, afin qu'elles puissent également offrir ce programme d'éducation financière à leur clientèle;
- Desjardins, le CJE de L'Outaouais et les ACEF, avec l'aide d'une firme spécialisée, construisent présentement le nouveau programme, en s'inspirant d'instruments appartenant à chacune des 3 organisations;
- Le budget global et le mode de financement ne sont pas encore connus au moment où on se parle.

Pour sa part, l'Autorité des marchés financiers a renouvelé son appui au CJEO pour le financement de son offre de service. De plus, elle a accordé une somme de 100 000$ à 12 autres CJE, dont 10 membres du Collectif, afin de les aider à préparer la transition vers ce nouveau programme.

Volet International

→ **Le Collectif international des Carrefour jeunesse emploi sans frontières**

En mars 2012 a eu lieu la 4e rencontre internationale des Centros de Jóvenes y Empléo à La Paz, en Bolivie. Elle fut l'occasion de faire le bilan de quatre années de travail collectif, d'établir un plan d'action et de formaliser la création du Collectif international des CJE sans frontières.

Mission : « Dans la coopération et la solidarité, mobiliser les partenaires afin d'appuyer la mise en œuvre, la consolidation et le déploiement des CJE en Amérique Latine et en Afrique »

Effectivement, les personnes impliquées dans ce grand projet croient fondamentalement que c'est en regroupant les forces et les connaissances que l'on arrivera à convaincre les autorités de l'importance d'appuyer financièrement le déploiement des CJE en Amérique latine et en Afrique.

Le Collectif autonome est devenu membre de cette nouvelle organisation, et y a délégué un représentant en la personne de Ronald Ménard

Cette rencontre s'est conclue par l'adoption d'une déclaration de principes et d'une structure de fonctionnement, dont voici les grands thèmes de la Déclaration de principe :

- Mettre les jeunes, les femmes et les hommes au centre de nos actions;
- Adopter le modèle des carrefours jeunesse emploi québécois pour appuyer l'intégration socio-professionnelle de ces jeunes;
- Créer un regroupement international pour maintenir un dialogue constructif et assurer la pérennité des CJE.

LES COORDONNÉES DES MEMBRES DU COLLECTIF AU 31 MARS 2012

CHAUDIÈRES-APPALACHES

CJE Beauce-Nord
168, rue Notre-Dame Sud
Sainte-Marie-de-Beauce (Québec) G6E 4A6
Marie Josée Bolduc, directrice générale
Téléphone :(418) 386-2532
Courriel : mj.bolduc@cjebn.com

CJE de la MRC de L'Islet
962, rue des Trembles, bureau 300
Tourville (Québec) G0R 4M0
Rachelle Després, directrice générale
Téléphone :(418) 359-3730
Courriel : rdespres@cjelislet.qc.ca

OUTAOUAIS

CJE de l'Outaouais
350, boulevard de la Gappe
Gatineau (Québec) J8T 7T9
Martine Morissette, directrice générale
Téléphone :(819) 561-7712
Courriel : martinemorissette@cjeo.qc.ca

CJE du Pontiac
80, rue Leslie, CP 219
Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0
Sylvie Landriault, directrice générale
Téléphone :(819) 648-5065
Courriel : slandriault@crep.qc.ca

MONTRÉAL

CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
10 794, rue Lajeunesse
Montréal (Québec) H3L 2E8
Pierre Gingras, directeur général
Téléphone :(514) 383-1136
Courriel : p.gingras@cje-abc.qc.ca

CJE Centre-Nord
3332, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H1Z 2E8
Andrée Lafrenière, directrice générale
Téléphone: (514) 729-9777 poste 314
Courriel : a.lafreniere@cje-centrenord.com

MONTRÉAL (suite)

CJE Marquette
735, rue Notre-Dame, bureau 10
Lachine (Québec) H8S 2B5
Nathalie Viel, directrice adjointe
Téléphone :(514) 634-0450
Courriel : picard.yves@videotron.ca

CJE de l'Ouest-de-l'Île
225-F boulevard Hymus
Pointe-Claire (Québec) H9R 1G4
Yves Picard, directeur général
Téléphone :(514) 782-0433
Courriel : picard.yves@videotron.ca

CJE Rosemont/Petite-Patrie
1453, rue Beaubien Est, bureau 302
Montréal (Québec) H2G 3C6
Marie-Josée Dubois, directrice générale
Téléphone :(514) 278-7211
Courriel : duboismj@gcsd.qc.ca

GASPÉSIE

CJE Avignon-Bonaventure
193-B, avenue Grand Pré
Bonaventure (Québec) G0C 1E0
Ronald Ménard, directeur général
Téléphone : (418) 534-3993 poste 207
Courriel : ronald.menard@cjeavbo.org

CJE Haute-Gaspésie
35, boulevard Ste-Anne Ouest
Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1P9
Michel Rioux, directeur général
Téléphone :(418) 763-2308 postes 201
Courriel : michel.rioux@globetrotter.net

CJE MRC la Côte-de-Gaspé
63-1 rue Jacques-Cartier,
Gaspé (Québec) G4X 1M1
Danik O'Connor, directeur général
Téléphone :(418) 368-2121
Courriel : daniko@cjecotedegaspe.ca